

<https://ricochets.cc/Operation-mediatique-spectacle-l-Etat-agite-le-spectre-de-l-ultra-gauche-avec-7-arrestations.html>



Opération médiatique spectacle : l'Etat agite le spectre de l'ultra-gauche avec 7 arrestations

- Les Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 17 décembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques réflexions sur une opération médiatique et policière destinée à diviser, à faire peur d'un prétendu ennemi intérieur, à faire diversion, à justifier la répression et les lois liberticides :

« TERRORISME » : VOUS AVEZ DIT « ULTRA-GAUCHE » ?

Depuis quelques jours, les médias mettent en scène une affaire de « terrorisme » qualifiée « d'ultra gauche ». Mardi 8 décembre au petit matin, juste après un weekend marqué par une très forte mobilisation contre la Loi de sécurité globale, 7 personnes étaient arrêtées dans plusieurs villes, et 5 incarcérées après 4 jours de garde à vue sous régime « anti-terroriste », pour un « projet d'action violente ». **Deux jours plus tôt, Macron avait appelé à « casser les black blocs » par tous les moyens nécessaires. Peu après, un député En Marche saluait « le professionnalisme des policiers et des équipes de la DGSJ » et ajoutait « tous les terrorismes doivent être combattus avec la même vigueur. Celui issu de l'idéologie islamiste comme celui qui, issu de la mouvance d'ultra-gauche ». Un beau spectacle, bien organisé, visant à légitimer la répression. Et à rallumer un épouvantail « d'ultra-gauche ».** Quelques précisions.

¡ **L'ultra gauche c'est quoi ? Aujourd'hui, ce terme est utilisé à toutes les sauces, mais en réalité il désigne un courant politique précis. Il s'agit de mouvements communistes opposés au léninisme**, parmi lesquels, notamment, les héritiers de la célèbre révolutionnaire allemande Rosa Luxembourg. Bref, une histoire singulière, mais le mot ne veut plus rien dire : pour le pouvoir, c'est surtout un terme marketing qui sert à désigner celles et ceux qui contestent le gouvernement. Le préfixe ultra » a pour but de marquer les esprits, faire peur, insinuer qu'il s'agit d'une infime minorité dangereuse. En réalité, ce n'est pas « l'ultra-gauche » mais une part de plus en plus grande de la population qui n'en peut plus et veut se révolter.

¡ **Quelles sont les accusations ? Inexistantes, ou presque.** La presse n'a pas d'élément à se mettre sous la dent. Au pire, « des produits pouvant entrer dans la composition d'un explosif, le TATP ». Notez le conditionnel. Car il suffit d'avoir de l'acétone ou de l'eau oxygénée, des produits courants, pour être accusé de posséder ces éléments. Une perquisition sous n'importe quel évier de France permettrait de trouver une telle « cache d'arme ». Le Monde évoque un « fusil de chasse » récupéré lors d'une des perquisitions. Inutilisable pour « commettre un attentat ». Du reste, il y en a des millions en circulation légalement en France, et Macron lui même est proche du lobby des chasseurs. Les autorités le reconnaissent : « aucun projet précis de passage à l'acte n'a été identifié à ce stade ». Mais cinq personnes sont tout de même en taule car elles sont « soupçonnées d'avoir envisagé » un « éventuel » projet d'action violente. Le nombre de suppositions utilisées par la presse donne le tournis. A ce niveau de contorsion, on est carrément dans la superstition. En attendant, des personnes sont enfermées à partir d'hypothèses et d'intentions.

¡ **Même l'opération médiatique visant à balancer les « profils » des pseudos-terroristes est douteuse.** La presse évoque une « sans-emploi rennaise de 30 ans » qui a fait, une fois, « l'objet d'une condamnation pour conduite sous l'emprise de stupéfiants » et participé « à des manifestations et des actions de solidarité ». Elle est même décrite comme une « boy-scout bisounours » par ses voisins. Il y a aussi un technicien de chez Disneyland. Quant au « leader », le trait sensé effrayer le public est qu'il aurait « combattu au Rojava ». Donc contre les terroristes de DAESH.

¡ **Quel est l'objectif réel de cette opération ?** Ces arrestations interviennent dans un contexte ultra répressif contre les luttes sociales depuis quelques années : arrestations arbitraires avec un grand nombre de mensonges d'Etat, maquillage du nombre d'interpellations à Paris, multiplication des procédures pour « association de malfaiteurs » pour des banderoles, de la peinture ou des parapluies, perquisitions et arrestations contre des créateurs

d'événements facebook... **Cela fait un certain temps que le pouvoir voudrait faire croire que résister au monde tel qu'il est relève du « terrorisme »**. A Biarritz en septembre 2019 déjà, 3 jeunes allemands de 18 ans avaient été jetés en prison pour des cagoules et des livres militant dans leur voiture. A Rennes, deux personnes ont été interpellées par le RAID pour une redoutable histoire de ... caméra esquinée pendant une manifestation. L'opération « anti-terroriste » du 8 décembre est donc d'abord cosmétique : diaboliser des opposants, les faire passer pour des personnes dangereuses, les couper d'une population dans laquelle la colère monte ...

Cette opération médiatique sonne comme un triste rappel de l'affaire Tarnac. En 2008, le gouvernement avait arrêté des militants pour « terrorisme » sans preuve tangible. Quasiment 10 ans après, ils étaient relaxés, après avoir fait de la prison, subi une accusation extrêmement lourde, vu leurs noms et leurs vies privées jetés en pâture. Après ce fiasco, **le gouvernement relance la machine antiterroriste contre certains révolutionnaires. Comme pour faire oublier que ces dernières semaines, les groupes armés qui font réellement régner la terreur dans les rues portent un uniforme.**

(post sur Nantes Révoltée)

Illustration : Itvan K.



Opération médiatique : l'Etat agite le spectre de l'ultra-gauche avec 7 arrestations

NOTES

Le régime accroît la pression de la répression sur tout acte de résistance, même banal. **En rendant dangereuse et suspecte toute contestation un peu ferme, le régime veut décourager et faire peur en plaçant la barre haut.** Ainsi beaucoup de personnes renonceront, tandis que ceux qui continueront de contester fermement se verront traités de terroristes et isolés artificiellement du mouvement de rébellion globale.

Le régime et le système policier agissent de manière terroriste, comme ils ont toujours fait dès que les outils d'intimidation et de pacification lambda ne suffisent plus.

Comme toujours, pour se maintenir, le régime et son monde capitaliste sont prêts à pratiquer toutes les horreurs : assassinats, mutilations, manipulations, arrestations arbitraires et préventives, terrorisme, guerre civile, fascisme, dictature...

En temps de conflit social appuyé et de volonté exacerbé de pillage par les classes dominantes, le vernis de démocratie et de droit fond rapidement, révélant l'arrière fond dur et froid de la machinerie implacable de la civilisation industrielle, d'où découlent le capitalisme et l'Etat moderne.

Combien de personnes vont volontairement adhérer à ces manipulations médiatiques et étatiques afin d'éviter toute prise de conscience trop dérangeante ? Seulement les suppôts du macronisme et de l'Etat fort ?

▶ Exemple de [comment un merdia télévisuel présente l'affaire](#)

▶ Voyez ce post pour le contexte :

Après la stupeur, l'incompréhension face aux violences d'Etat, vient la riposte.

Les nombreuses mobilisations en France de ce samedi 12 contre les lois sécurité globale et séparatisme, ont rassemblé massivement, à Paris notamment où 15 000 personnes ont défilé de la place du Châtelet vers celle de la République.

Depuis plusieurs semaines, une partie de la population s'insurge contre des lois liberticides

Familles de victimes, mutilé.es pour l'exemple, militant.es antiracistes, décoloniaux, gilets jaunes et militant.es issu.es du mouvement autonome, défilent sous la même bannière en tête de cortège, unis.

La montée en puissance de la contestation contre la loi sécurité globale a pris la forme d'un mouvement à part entière.

Elle inquiète visiblement le pouvoir, qui n'a de cesse de renforcer la répression, afin de tenter d'affaiblir la mobilisation par la peur.

Il a été fait état de 147 arrestations ce jour là !

C'est avec beaucoup de rage envers les responsables de cette répression, mais aussi d'inquiétude et d'amour envers nos camarades, que nous avons appris que certain.es d'entre elles et eux ont dormi au dépôt, alors qu'ils et elles étaient retenu.es depuis samedi dernier en garde à vue et, concernant l'immense majorité d'entre eux et elles, pour des motifs fallacieux et même grotesques.

On citera entre autres, une interpellation pour déploiement de parapluie arc en ciel, symbole connu d'incitation à la haine et à l'émeute...

Ou du port d'une banderole revendicative, qui là encore devient un outil de propagande radicale.

Ou de l'interpellation de journalistes ayant commis le délit grave d'exercer leur mission informative.

A quand l'interdiction du slogan en manifestation ?

On n'en n'est plus bien loin.

En plus de charges violentes, incompréhensibles, des multiples tentatives policières de scinder le cortège en deux laissant place à des mouvements de foule en panique, de nombreuses arrestations arbitraires, le bilan des médecins dénombre un chiffre très important de blessé.es à la tête, y compris de mineurs et de personnes âgées.

Non BFM, champions du monde de la fake news ce samedi, ce sang qui coulait n'était pas du maquillage. Ce n'est pas non plus un jeu, lorsque des manifestant.es se font agresser par des matraquages gratuits et incessants, et que d'autres se font violemment pousser et frapper à terre.

Ainsi que Médiapart le souligne, une fois encore, le ministre de l'intérieur a menti, les interpellations ne sont pas un moyen d'écartier des éléments dit « radicaux » mais sont des actes arbitraires.

Nous savons pertinemment qu'ils arrêtent des manifestant.es pour nous faire peur, nous dissuader d'exercer notre droit à contester, à nous exprimer. C'est plutôt l'inverse qui se produit, car en s'en prenant à nos camarades de cette manière, c'est notre détermination que le pouvoir en place renforce.

Cette dimension répressive est désormais systématique, et s'exerce à l'encontre des personnes habitantes des quartiers populaires, de celles non-blanches, musulmanes, gilets jaunes et militantes prétendument radicales, des journalistes faisant leur travail d'information, et elle s'intensifie, hasard étrange, au moment même où ces mobilisations prennent de l'ampleur.

Écarter ce qui les gêne, telle est la stratégie de ce pouvoir.

Comment ne pas s'indigner face à la rapidité de la justice lorsqu'il s'agit de condamner des opposants politiques, et son inefficacité lorsqu'il s'agit de sanctionner des policiers ayant commis des crimes ? Comment ne pas être bouleversé alors que le même jour, des manifestant.es sont condamné.es, et la justice française prononce un non lieu dans l'affaire de Gaye Camara, tué d'une balle dans la tête par la police ?

Nous avons soutenu les manifestant.e.s blessé.es et les interpellé.e.s du 12 décembre, et grâce au soutien massif apporté devant le tribunal et l'absence évidente de charge à leur rencontre, la plupart des personnes arrêtées ont été libérées, cependant nous ne sommes pas dupes de ces manoeuvres d'intimidation.

Retirer les articles 21,22 et 24 ne suffit pas, si nous voulons remporter une victoire pour nos libertés déjà largement fragilisées et mises à mal, c'est pour le retrait TOTAL de la loi sur la sécurité globale que nous nous battons, ainsi que pour toutes les lois visant à restreindre nos libertés.

Nous continuerons à construire tous et toutes ensemble les conditions pour un rapport de force qui fera basculer un pouvoir illégitime et destructeur.

Nous ne céderons rien aux lois contre le séparatisme et l'islamophobie qui en découle, pas plus qu'aux décrets visant à nous déposséder de notre part intime.

Un parapluie arc-en-ciel est le symbole de la paix que nous souhaitons ardemment dans un monde qui décidément n'est pas le leur !

Nous appelons les collectifs, les familles, les militant.es, les gilets jaunes, la jeunesse, et celles et ceux qui tiennent à s'exprimer dans la rue, contre ces injustices, à rejoindre nos tous prochains prochains appels et à se rassembler autour de cette lutte fondamentale pour notre liberté.

Signataires :

Cerveaux non disponibles

Brigade Anti Négrophobie

Union Juive Française pour la Paix UJFP

Collectif urgence notre police assassine

Justice Pour Angelo

Gilets Jaunes Rungis IDF

Bas les Masques

Jérôme Rodrigues Officiel

ACTA

Brigade de Solidarité Populaire Place des fêtes

Brigade de Solidarité Populaire Montreuil Bagnolet

Le Peuple Uni

Gilets Jaunes Place des Fêtes

Collectif de Défense des Jeunes du Mantois

Collectif du 10 novembre Contre l'Islamophobie

Femmes Gilets Jaunes Île-de-France

AMAR

Peuple Révolté

QG

Les réfractaires du 80

Décoloniser Les Arts

Gilets jaunes intermittent.e-s chômeur.e-s précaires

Art en Grève Paris-Banlieues

Collectif Vies Volees

Vérité et justice pour Lamine Dieng

Femmes Gilets Jaunes

Comité de soutien aux Femmes du Palais

(post sur Cerveaux non disponibles)



Opération médiatique : l'Etat agite le spectre de l'ultra-gauche avec 7 arrestations

3 JOURS DE GARDE À VUE ET MISE EN EXAMEN POUR UN PARAPLUIÉ MULTICOLORE

- Les autorités l'accusent de « déclencher les violences » avec son parapluie -

! Elle se surnomme Moun, elle a la cinquantaine, et elle est de toutes les manifestations. Cette femme Gilet Jaune a été arrêtée samedi 12 décembre à Paris, parmi des dizaines d'autres arrestations gratuites et violentes organisées par le Régime.

! Selon les autorités, elle est soupçonnée de déclencher les violences du « black bloc » avec son parapluie arc-en-ciel. Ne riez pas, car Moun a passé trois jours enfermée pour cette raison. Cela veut dire qu'un procureur a jugé normal de prolonger sa garde à vue pour enquêter sur un parapluie multicolore. Cela veut dire qu'une équipe de flics est payée pour enquêter sur le parapluie d'une mère de famille. Cela veut dire qu'on a enfermé plusieurs jours une femme pour un parapluie.

Rappelons que pour une affaire nantaise de parapluies, 5 personnes avaient aussi été enfermées 3 jours. Les parapluies, terreur de la police ?

! Moun est à présent « mise en examen pour participation à un groupement formé en vue de préparer des violences ou des destructions ou dégradations et détention non autorisée d'armes de catégorie A ». Oui, car Moun a aussi été perquisitionnée, et que quelques débris de grenades lacrymogènes ramassés par terre lors de manif ont été découverts chez elle. C'est ce que la Justice appelle des « armes de catégorie A ». Donc des « armes de guerre ». Les armes de la police.

! Les autorités prétendent que « l'enquête vise à déterminer si cette femme a pu déclencher les infractions » et « les violences dans la manifestation ». **Au milieu du vacarme de votre vie quotidienne, prenez 5 minutes pour réfléchir à l'histoire de Moun. Car elle décrit votre futur proche. Une femme a été enfermée, perquisitionnée et mise en examen parce qu'elle avait le courage de faire des manifestations, et le tort de porter un parapluie.** Pendant ce temps, les militants néo-fascistes violents de Génération Identitaire ont été relaxés par la justice. Pensez aussi à ces dizaines d'individus intouchables, des flics cagoulés qui ont arrêté Moun jusqu'aux magistrats surpayés qui chapeautent « l'enquête ». Ils sont déjà prêts à appliquer consciencieusement les directives d'une dictature.

(post de Nantes Révoltée)